

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 116 (Sénat) relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages
et ceux de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1 ^{er}		Information du public au cours de l'enquête publique relative à une installation classée « Seveso seuil haut »	5 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1612 7552 7834	1 ^{er}
2		Création du comité local d'information et de concertation sur les risques	5 mars 2003 15 juillet 2003	1620 7553	2
3		Possibilité d'instituer des servitudes d'utilité publique en cas d'installation nouvelle sur un site existant ou de modification d'une installation existante	5 mars 2003	1649	3
	3 bis (Sénat)	Réalisation d'une étude de dangers par le demandeur d'une autorisation d'exploiter une installation classée	5 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1655 7557 7834	4
4		Installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques	5 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1659 7561 7834	5
	4 bis (Sénat 2 ^{ème} lecture)	Etudes de danger fournies par le maître d'ouvrage à l'autorité administrative compétente	15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	7567 7836 7834	6
	5 A	Temps laissé aux membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) pour exercer leurs fonctions dans les installations « Seveso seuil haut » et les installations de stockage de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	6 mars 2003 (amendement n° 72) 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1700 7578 7836	7
5		Rôle respectif en matière de sécurité du chef d'établissement et des chefs d'entreprise intervenant dans les établissements particulièrement dangereux	6 mars 2003	1700	8

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
6		Formation aux risques des intervenants extérieurs dans les établissements particulièrement dangereux	6 mars 2003	1713	9
7		Information des autorités publiques lors de la mise en œuvre du droit d'alerte	6 mars 2003	1715	10
8		Moyens de prévention et de lutte contre les incendies et moyens de secours	6 mars 2003	1717	11
	8 bis A	Augmentation par voie conventionnelle du nombre des membres de la délégation du personnel du CHSCT	6 mars 2003 (amendement n° 468) 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1721 7582 7837	12
9		Double formation du CHSCT dans les établissements dangereux et création d'un comité interentreprises de santé et de sécurité au travail	6 mars 2003	1721	13
10		Renforcement des prérogatives du CHSCT dans certains établissements	6 mars 2003	1725	14
11		Formation spécifique aux risques des représentants du personnel du CHSCT dans les établissements dangereux	6 mars 2003	1730	15
	11 bis (Sénat)	Renforcement des relations entre l'inspecteur des installations classées et le CHSCT des établissements dangereux	6 mars 2003	1734	16
12		Création d'une garantie d'indemnisation pour les dommages matériels des sinistrés couverts par un contrat d'assurance	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1738 7583 7837	17
13		Indemnisation plafonnée des sinistrés non couverts par un contrat d'assurance	6 mars 2003	1748	18
	13 bis	Dispositions particulières applicables aux dommages immobiliers d'origine minière : indemnisation par le fonds de garantie « automobile »	6 mars 2003 (amendement n° 534 corrigé) 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1748 7592 7837	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	13 ter	Procédure d'urgence pour la réparation des parties communes des immeubles en copropriété	6 mars 2003 (amendement n° 508)	1753	20
14		Obligation de réaliser une évaluation de la probabilité d'accident et du coût des dommages éventuels	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1763 7593 7838	21
15		Assujettissement des stockages souterrains de produits dangereux aux PPRT	6 mars 2003	1764	22
16		Informations devant figurer dans le rapport annuel des sociétés	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1765 7594 7838	23
	16 bis A	Etablissement d'un bilan environnemental en cas de redressement judiciaire	6 mars 2003 (amendement n° 298 rectifié) 15 juillet 2003	1767 7595	24
	16 bis (Sénat)	Contrôle de la capacité de l'exploitant à remettre en état le site lors de la délivrance de l'autorisation d'exploiter	6 mars 2003	1768	25
	16 ter (Sénat)	Possibilité d'édicter des prescriptions complémentaires au cours de l'exploitation d'une installation soumise à autorisation	6 mars 2003	1768	26
	16 quater (Sénat)	Remise en état du site après la fermeture d'une installation classée	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1768 7595 7838	27
	16 quinquies A	Réalisation périodique par l'exploitant d'un état de la pollution des sols	15 juillet 2003 (amendement n° 25) 17 juillet 2003 (CMP)	7598 7838	28
	16 quinquies B	Procédure de mise à l'arrêt d'office des installations qui ne sont plus en exploitation	15 juillet 2003 (amendement n° 26) 17 juillet 2003 (CMP)	7598 7839	29

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
	16 quinquies (Sénat)	Sanctions du défaut d'information du préfet en cas de modification substantielle des capacités techniques et financières de l'exploitant	6 mars 2003	1770	30
	16 sexies (Sénat)	Contrôle des capacités techniques et financières au cours de l'exploitation	6 mars 2003	1772	31
	16 septies A (Sénat 2 ^e lecture)	Compétence de l'ADEME pour assurer d'office la dépollution des sols	15 juillet 2003	7601	32
	16 septies B (Sénat 2 ^e lecture)	Assouplissement du régime d'occupation temporaire des terrains privés pour la mise en œuvre des chantiers de dépollution	15 juillet 2003	7601	33
	16 septies (Sénat)	Création d'un crédit d'impôt pour les dépenses résultant des travaux réalisés au titre des prescriptions des PPRT	6 mars 2003	1773	34
	16 octies	Information des acquéreurs de terrains sur lesquels une activité de manipulation ou de stockage de substances chimiques ou radioactives a été réalisée	6 mars 2003 (amendement n° 297 rectifié) 15 juillet 2003	1774 7602	35
	16 nonies	Crédit d'impôt en faveur des bailleurs sociaux correspondant au coût des travaux prescrits	6 mars 2003 (amendement n° 492) 15 juillet 2003	1775 7602	36
	16 decies (Sénat 2 ^e lecture)	Réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties afférente aux logements sociaux du coût des travaux réalisés en application des prescriptions des PPRT	15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	7602 7839	37
	17 A	Article L. 562-3 du code de l'environnement : modalités de l'enquête publique	6 mars 2003 (amendement n° 374, 2 ^e rectification)	1782	38
	17 B	Article L. 562-3 du code de l'environnement : audition des maires des communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer	15 juillet 2003 (amendement n° 110) 17 juillet 2003 (CMP)	7606 7839	39
17		Informations des populations	6 mars 2003	1782	40
18		Surveillance et prévision des crues	6 mars 2003 15 juillet 2003	1786 7607	41

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
19		Repères des crues	6 mars 2003	1788	42
	19 bis A (Sénat 2 ^e lecture)	Codification de dispositions relatives aux cavités souterraines et aux marnières susceptibles de provoquer des effondrements	15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	7608 7839	43
	19 bis (Sénat)	Commission départementale des risques naturels majeurs	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1790 7608 7839	44
	19 ter A	Schémas de prévention et de gestion des risques naturels établis par le préfet	6 mars 2003 (amendement n° 120 rectifié) 15 juillet 2003	1794 7610	45
	19 ter (Sénat)	Etablissements publics territoriaux de bassin	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1794 7610 7840	46
	19 quater (Sénat)	Institution de servitudes à proximité des radars hydrométéorologiques	6 mars 2003	1797	47
20		Instauration de servitudes dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et dans les zones de mobilité d'un cours d'eau	6 mars 2003 15 juillet 2003	1797 7611	48
21		Lutte contre l'érosion et bonnes pratiques agricoles	6 mars 2003	1805	49
	21 bis	Article L.114-3 du code rural : collectivité territoriale ayant attribué des subventions pour la plantation de haies détruites autorisée à en demander le remboursement	6 mars 2003 (amendement n° 436)	1808	50
	21 ter	Déroghations pour permettre la reconstruction de bâtiments détruits ou endommagés à la suite d'une catastrophe naturelle	6 mars 2003 (amendement n° 133 rectifié)	1808	51
22		Mise à jour des recueils de coutumes et usages locaux	6 mars 2003	1809	52
23		Non-application du statut du fermage	6 mars 2003	1810	53
	23 bis	Motifs d'opposition au renouvellement du bail	6 mars 2003 (amendement n° 519)	1810	54

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
24		Travaux contre les risques naturels entrepris par les collectivités territoriales	6 mars 2003	1810	55
	24 bis A	Création du domaine public fluvial des collectivités territoriales et de leurs groupements	6 mars 2003 (amendement n° 520 rectifié) 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1814 7613 7840	56
	24 bis BA	Mesures transitoires : application aux cours d'eau ayant fait l'objet d'un transfert à une collectivité territoriale	15 juillet 2003 (amendement n° 124) 17 juillet 2003 (CMP)	7616 7841	57
	24 bis B	Article L. 215-19 du code de l'environnement : limite d'une largeur de six mètres	6 mars 2003 (amendement n° 447)	1819	58
	24 bis (Sénat)	Composition du comité de gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau	6 mars 2003	1819	59
25		Mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs	6 mars 2003	1820	60
26		Champ d'intervention du Fonds de prévention des risques naturels majeurs	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1821 7616 7841	61
	26 bis AAA	Modalités de la concertation relative à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels majeurs définies par le préfet	15 juillet 2003 (amendement n° 125 corrigé) 17 juillet 2003 (CMP)	7619 7842	62
	26 bis AA (Sénat 2 ^e lecture)	Possibilité de faire ordonner la démolition ou la remise en conformité d'ouvrages non-conformes à un PPR	15 juillet 2003	7619	63
	26 bis AB (Sénat 2 ^e lecture)	Possibilité pour les PPR sismiques d'adapter aux situations locales les normes nationales de construction parasismique	15 juillet 2003	7619	64

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	26 bis A	Saisine du tribunal par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en vue de faire ordonner la démolition ou la mise en conformité	6 mars 2003 (amendement n° 539)	1826	65
	26 ter	Possibilité d'extension ou de construction d'équipements publics dans les zones « bleues » dites « zones de précaution »	15 juillet 2003 (amendement n° 42) 17 juillet 2003 (CMP)	7619 7842	66
27		Prise en compte de la prévention des inondations dans les politiques départementales des espaces naturels sensibles	6 mars 2003	1829	67
	27 bis	Conditions de modification de la prime d'assurance ou de dénonciation du contrat d'assurance en cas d'aggravation du risque en cours de contrat	6 mars 2003 (amendement n° 346) 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1829 7620 7842	68
28		Elargissement des conditions de saisine du Bureau central de tarification	6 mars 2003	1829	69
	28 bis AA	Assureur tenu de verser des avances dans les deux mois suivant la date de remise de l'estimatif des dommages	15 juillet 2003 (amendement n° 6) 17 juillet 2003 (CMP)	7621 7842	70
	28 bis A (Sénat 2 ^e lecture)	Réintégration des risques d'effondrement de marnières et de cavités souterraines dans le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles	15 juillet 2003	7621	71
	28 bis B (Sénat 2 ^e lecture)	Conditions de saisine du Bureau central de tarification par les assurés pour être garantis contre les effets des catastrophes naturelles	15 juillet 2003	7621	72
	28 bis (Sénat)	Modification de l'article L. 125-6 du code des assurances	6 mars 2003	1830	73
	28 ter (Sénat)	Non-responsabilité des collectivités territoriales au titre des dommages provoqués, en situation de catastrophe naturelle, par les conséquences de travaux d'aménagement hydraulique destinés à ralentir les crues	6 mars 2003	1830	74

ARTICLES		OBJET	DATE	PAGES	ARTICLES
Projet de loi	Additionnels				
29		Compétences de l'Office national des forêts en matière de fixation des dunes	6 mars 2003	1831	75
	29 bis (Sénat)	Compétences de l'Office national des forêts pour prévenir les risques naturels en montagne	6 mars 2003	1831	76
30		Obligation d'informer portant sur les risques technologiques et naturels lors des transactions immobilières	6 mars 2003 15 juillet 2003 17 juillet 2003 (CMP)	1831 7621 7843	77
	30 bis (Sénat)	Conditions d'accès aux données élaborées par l'Etat et ses établissements	6 mars 2003	1833	78
31		Coordination avec le code de l'urbanisme	6 mars 2003	1834	79
32		Exonération des travaux de prévention des taxes d'urbanisme	6 mars 2003	1834	80
33		Dispositions transitoires	6 mars 2003	1835	81
	35 nouveau (Sénat 2 ^e lecture)	Coordination	15 juillet 2003	7625	82
	36 nouveau	Juridictions d'instruction et de jugement saisies avant la promulgation de la loi n° 2003-346 du 15 avril 2003 compétentes jusqu'à l'issue de la procédure	15 juillet 2003 (amendement n° 41) 17 juillet 2003 (CMP)	7625 7843	83
	37 nouveau	Injection d'effluents industriels dans la région de Lacq	17 juillet 2003 (CMP)	7843	84